



**VILLE DE ROQUEFORT DES CORBIÈRES**  
**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**ARRÊTÉ**

**De non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable  
au nom de la commune de Roquefort des Corbières**

Le Maire de Roquefort,

Vu la déclaration préalable présentée le 9 janvier 2023 déposée par SARTELET Michel – 26b avenue de Montpezat – 11540 Roquefort des Corbières et enregistrée par la mairie de Roquefort sous le numéro DP 0113222300003– D 601

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le PLU approuvé le 10 novembre 2005 modifié le 3 juin 2007, le 14 septembre 2011, le 3 décembre 2012, le 18 juillet 2014, 20 juin 2016, rendu exécutoire le 21 juin 2017, révisé le 25 octobre 2007, le 2 septembre 2008 et le 18 juin 2018 - Zone 3U

Considérant que le projet objet de la déclaration consiste, sur un terrain situé 26b avenue de Montpezat - Roquefort des Corbières (11540), à la mise en crépit de façade et des clôtures conforme au PLU.

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable  
sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

**Article 2**

**Sans objet**

Fait à Roquefort des Corbières,

Le 12 Janvier 2023

L'adjoint au maire

Jackie BOULAIN

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.